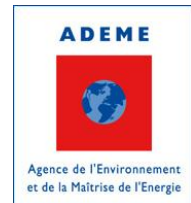




COMMUNIQUE DE PRESSE

— 25.03.10



PASSAGE A L'HEURE D'ETE : DES IMPACTS ENERGETIQUES REELS

Une nouvelle étude commandée par l'ADEME¹ confirme les bénéfices réels du changement d'heure en termes d'économies d'énergie et d'émissions de CO₂. Le changement d'heure s'inscrit parmi les mesures qui permettent de limiter les consommations énergétiques et de lutter contre le réchauffement climatique. Plus l'usage de produits et d'appareils à forte efficacité énergétique se généralisera, moins les bénéfices énergétiques de ce dispositif seront réels. Il garde de ce fait aujourd'hui toute sa pertinence.

Un gain confirmé et pérenne sur l'éclairage et le thermique

En 2009, le gain sur l'éclairage obtenu grâce au changement d'heure est de l'ordre de **440 GWh**, soit l'équivalent de la consommation en éclairage d'environ 800 000 ménages. Grâce à ces économies, l'émission de **44 000 tonnes de CO₂** a ainsi été évitée. On considère en effet que, pour cet usage, 1 kWh consommé produit 100 grammes de CO₂, l'éclairage faisant appel à des moyens de production électrique en partie carbonés.

Historiquement, le gain sur l'éclairage diminue pour plusieurs raisons : évolution des équipements avec l'introduction progressive de lampes basse consommation, éclairage public calé sur la nuit « solaire ». Néanmoins, à l'**horizon 2030**, les économies d'énergie engendrées par le régime d'heure d'été subsisteront même si le gain aura encore diminué grâce au développement de technologies d'éclairage toujours plus performantes dans l'habitat. Il devrait alors atteindre **340 GWh**.

En ce qui concerne les **usages thermiques** -chauffage et climatisation- même si les économies liées au changement d'heure restent modestes et difficiles à évaluer aujourd'hui (sur la climatisation tertiaire : de l'ordre de 70 GWh), un **gain de 130 GWh** pourrait être attendu **en 2030** à condition que des systèmes de régulation automatique - thermostat ou régulation horaire - soient installés pour respecter les consignes de température.

En tenant compte de ces données, on estime qu'**en 2030, la réduction globale des émissions due au changement d'heure pourrait être de 70 000 à 100 000 tonnes de CO₂**.

¹ Etude réalisée par Energies Demain sur « L'impact du changement d'heure »
www.ademe.fr

Une réduction de la demande en électricité qui soulage le réseau

En avril, les pics de consommation, même s'ils n'atteignent pas les niveaux d'hiver, sont un enjeu important pour le système électrique. En effet, c'est au printemps et à l'automne, en raison des variations climatiques propres à ces saisons que des risques élevés de marges insuffisantes de puissance sont observés; ces pics de consommation nécessitant alors le relais de centrales thermiques, fortement émettrices de CO₂. Ce phénomène se produit notamment en Bretagne ou en région PACA où des pics de consommation d'énergie surviennent fréquemment le soir. **Le changement d'heure a ainsi permis en 2009 une diminution de 3,5 GW de la puissance appelée à 19h. En 2030, cet avantage resterait en moyenne de l'ordre de 2 GW.**

Une mesure, quatre évaluations successives

En 1976, suite à la mise en place du régime de changement d'heure (dans le souci d'alléger la facture pétrolière à une période où l'électricité était produite largement à partir de centrales au fuel lourd), le gain d'une année sur l'autre avait été évalué à environ 450 GWh, exprimé à l'époque en tonnes équivalent pétrole, car il s'agissait bien de réduire la dépendance pétrolière.

En 1995, dans un contexte ayant fortement évolué, une nouvelle estimation fut réalisée par EDF. Celle-ci s'est basée sur une simple extrapolation des économies constatées physiquement en 1976, sans tenir compte de l'évolution des usages (lampes basse consommation, nouvelles utilisations...). EDF aboutit alors à une économie annuelle de 1 200 GWh, uniquement due à une moindre utilisation de l'éclairage, soit l'équivalent de la consommation d'électricité d'une ville de 500 000 habitants.

L'étude réalisée en 2007 par « Energies Demain », pour le compte du ministère du développement durable et de l'ADEME, avec une approche ascendante (bottom-up), a intégré les nouveaux usages de l'électricité, l'évolution de certaines techniques ainsi que les changements dans les habitudes de consommation des utilisateurs, en mettant à profit l'expertise de l'ADEME et de RTE sur le sujet ; 470 GWh étaient économisés annuellement par l'éclairage. Les premiers résultats sur les usages thermiques indiquaient une estimation des gains de l'ordre de 210 GWh.

En 2010, l'étude lancée par l'ADEME actualise les résultats et évalue plus précisément l'influence des usages du chauffage et de la climatisation à l'horizon 2030.

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer et du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.